



FIDA

FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Conseil d'administration - Soixante-dix-septième session

Rome, 10-11 décembre 2002

LA POLITIQUE DU FIDA RELATIVE AUX RESSOURCES SUPPLÉTIVES

TABLE DES MATIÈRES

| | | |
|---|--|----------|
| I. | INTRODUCTION | 1 |
| II. | DÉFINITION DES RESSOURCES SUPPLÉTIVES | 1 |
| III. | PROCÉDURES ADMINISTRATIVES | 2 |
| IV. | MOBILISATION ET EMPLOI: INSTRUMENTS ET MODALITÉS | 3 |
| | Instruments de collaboration | 3 |
| | Encadré 1: Accord de partenariat entre le Gouvernement italien et le FIDA | 4 |
| | Encadré 2: Accord-cadre entre le gouvernement danois et le FIDA | 5 |
| | Harmonisation stratégique | 5 |
| V. | RESSOURCES SUPPLÉTIVES (1978-2001) | 7 |
| | Figure 1: Affectation des ressources supplétives (1978-2001) | 8 |
| | Figure 2: Flux des dons de cofinancement transitant par le FIDA (1978-2001) | 8 |
| | Figure 3: Dons pour le programme de cadres associés (1978-2001) | 9 |
| | Figure 4: Assistance technique et études thématiques (1978-2001) | 10 |
| | Figure 5: Flux des dons de cofinancement (1978-2001) | 10 |
| | Figure 6: Répartition régionale des dons de cofinancement | 11 |
| | Figure 7: Flux des dons pour l'assistance technique et des études thématiques (1978-2001) | 11 |
| | Figure 8: Répartition régionale des dons affectés à l'assistance technique et à des études thématiques | 12 |
| | | |
| APPENDICE I: IFAD-ADMINISTERED SUPPLEMENTARY FUNDS | | |
| (FONDS SUPPLÉTIFS ADMINISTRÉS PAR LE FIDA) | | 1 |
| | Canada | 1 |
| | Denmark | 1 |
| | Finland | 2 |
| | France | 2 |
| | Germany | 3 |
| | Ireland | 3 |
| | Italy | 4 |
| | Japan | 5 |
| | The Netherlands | 5 |
| | Norway | 6 |
| | Portugal | 6 |
| | Sweden | 7 |
| | Switzerland | 7 |
| | United Kingdom | 8 |
| | | |
| APPENDICE II: STATISTICAL SUMMARY OF FUNDS | | |
| (RÉCAPITULATIF DES FONDS) | | 9 |
| | Volume of Supplementary Resources (1978-2001) | 9 |

LA POLITIQUE DU FIDA RELATIVE AUX RESSOURCES SUPPLÉTIVES

I. INTRODUCTION

1. L'objet du présent document est de décrire la politique du FIDA concernant la mobilisation et l'emploi des ressources supplétives et les instruments de collaboration prévus par les accords de partenariat. Il définit les fonds supplétifs et les procédures administratives régissant leur emploi, résume les flux de ressources supplétives, décrit les instruments employés pour mobiliser ces ressources et montre comment leur emploi répond aux objectifs stratégiques de l'organisation. Entre 1978 et 2001, le FIDA a reçu quelque 208 millions de USD de ressources supplétives affectées au cofinancement de ses projets et programmes (142 millions de USD), à l'assistance technique et à des études thématiques (39 millions de USD), au programme de cadres associés (19 millions de USD) et à diverses autres activités¹ (8 millions de USD).

II. DÉFINITION DES RESSOURCES SUPPLÉTIVES

2. Les ressources ordinaires du FIDA sont définies à l'article 4 de l'*Accord portant création du FIDA* comme étant les suivantes: i) contributions initiales; ii) contributions supplémentaires; iii) contributions spéciales d'États non membres et d'autres sources; et iv) ressources provenant ou qui proviendront des opérations du Fonds et d'autres sources. Des ressources supplétives peuvent être acceptées pour compléter ces ressources afin de renforcer les opérations du FIDA et d'établir des relations et des partenariats stratégiques avec des donateurs. Les fonds supplétifs sont toutes les ressources reçues sous forme de dons à l'appui de divers programmes et activités opérationnelles et qui ne font pas partie des contributions des donateurs aux ressources ordinaires du FIDA.

3. Les ressources supplétives constituent un instrument de financement flexible qui permet au FIDA de renforcer ses partenariats stratégiques, et sont de plus en plus considérées comme indispensables pour accroître l'efficacité du développement. La collaboration avec des partenaires est un moyen de mettre en commun des ressources rares pour mieux coordonner un large éventail de programmes de développement et optimiser l'emploi de l'aide disponible. Des fonds supplétifs sont acceptés pour des activités conformes aux objectifs, aux politiques, aux buts et aux activités du FIDA et, dans la mesure du possible, sont mobilisés dans le cadre d'un plan stratégique à moyen terme. Cela permet de planifier et de renforcer les domaines prioritaires des activités ordinaires du FIDA. Les objectifs stratégiques du Fonds sont énoncés dans le document FIDA V: Plan d'action 2000-2002, le *Cadre stratégique 2002-2006* et les stratégies régionales qui orientent le Fonds pour la réalisation de sa mission fondamentale et de ses objectifs cadres au niveau des régions et des pays.

4. Pour les fonds supplétifs d'un montant supérieur à 100 000 USD, le FIDA et le donateur élaborent et signent un accord officiel ou un mémorandum d'accord, quelle que soit la durée de l'activité. Pour les dons d'un montant inférieur, il suffit d'un échange de lettres entre les parties, après approbation par le Département des affaires extérieures, le Bureau du Contrôleur et le Bureau du Conseil général. Le Conseil d'administration a délégué au Président du FIDA le pouvoir de conclure des arrangements avec les bailleurs de fonds supplétifs.

5. À des fins opérationnelles, les fonds supplétifs du FIDA sont classés dans les catégories suivantes:

- a) **dons de cofinancement:** ressources reçues et administrées par le FIDA pour le compte des donateurs afin de cofinancer des projets et programmes financés par des prêts et dons du FIDA;

¹ Dons pour financer des activités ponctuelles telles que conférences et séminaires ou études régionales.



- b) **études sectorielles/thématiques:** ressources reçues par le FIDA pour financer des études sur des questions sectorielles et thématiques et des activités d'assistance technique de courte durée;
- c) **assistance technique:** ressources reçues par le FIDA pour financer un large éventail d'activités dans le cadre desquelles un certain nombre de projets seront élaborés, financés et/ou cofinancés. Ces programmes peuvent être financés par un ou plusieurs bailleurs de fonds; et
- d) **activités diverses:** ressources reçues par le FIDA pour financer d'autres activités, telles que des ateliers internationaux ou des conférences régionales.

6. En outre, le FIDA gère d'autres ressources supplétives qui comprennent notamment des financements reçus pour le Fonds belge de survie², la Coalition populaire pour éliminer la faim et la pauvreté³, le Mécanisme mondial⁴, le Fonds arabe pour le développement économique et social (FADES)⁵, le Fonds fiduciaire PPTE du FIDA⁶ et du Programme de cadres associés⁷. Nous n'examinerons pas dans le présent document ces accords et partenariats particuliers.

III. PROCÉDURES ADMINISTRATIVES

7. Les politiques et procédures qui régissent l'emploi des fonds supplétifs sont définies dans le Bulletin du Président sur les fonds supplétifs du 2 avril 2001. Le Président du FIDA ou son représentant est habilité à signer un accord pour l'acceptation d'un fonds supplétif. Sauf autorisation du Contrôleur du FIDA, l'Organisation ne prend aucun engagement et ne fait aucun tirage sur le fonds supplétif tant que les montants n'ont pas été effectivement reçus.

8. Les Départements affaires extérieures, gestion des programmes et finance et administration partagent des responsabilités spécifiques pour la mobilisation et l'administration des fonds supplétifs. Le Bureau du Contrôleur est chargé d'approuver les accords relatifs aux fonds supplétifs et leur décaissement et de tenir leur comptabilité. La Trésorerie est responsable de la tenue des comptes bancaires ouverts spécifiquement pour les fonds supplétifs et le Bureau du Conseil général doit approuver les accords ou mémorandums d'accord conclus entre les donateurs et le FIDA. Le Département des affaires extérieures est chargé de faciliter la planification et la mobilisation des fonds supplétifs et de gérer leur emploi.

9. Les dépenses engagées par le FIDA pour l'administration de chaque accord sont imputées sur le fonds supplétif correspondant ou sont réparties comme convenu entre le donateur et le FIDA. Le

² Le Programme conjoint Fonds belge de survie est un mécanisme pour la distribution de l'aide au développement de la Belgique, dont la coordination globale a été confiée au FIDA. Sa dotation initiale était de 280 millions de USD.

³ Il s'agit d'une coalition internationale d'organisations de la société civile, d'organisations intergouvernementales et d'organisations gouvernementales qui s'emploient à autonomiser les ruraux pauvres en améliorant leur accès à la terre et aux autres ressources productives; elle est gérée par sept organisations de la société civile et cinq organisations intergouvernementales, dont le FIDA.

⁴ En 1997, le FIDA a été choisi pour héberger le Mécanisme mondial, créé par la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification afin de mobiliser des ressources financières importantes et les acheminer aux pays en développement affectés par la désertification.

⁵ Cofinancement du FADES – 14 projets, 1982-1999 (277,40 millions de USD).

⁶ Les contributions complémentaires reçues par ce Fonds pour financer les obligations assumées par le FIDA dans le cadre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) proviennent des Pays-Bas (15 millions de USD) et de l'Allemagne (7 millions de USD).

⁷ Ce programme est conçu pour offrir une formation à des jeunes cadres ayant des compétences dans les domaines intéressant le FIDA et pour leur permettre d'acquérir de l'expérience.

donateur peut opter pour une commission de gestion forfaitaire selon deux modalités: 5% de l'encaisse moyenne en fin de mois plus l'intégralité des intérêts acquis, ou 10% de l'encaisse moyenne en fin de mois, les intérêts acquis étant restitués au fonds supplétif ou au donateur selon l'accord. L'option choisie est appliquée à tous les fonds relevant d'un accord, c'est-à-dire qu'elle est appliquée de façon uniforme. Un accord peut prendre la forme d'un cadre prévoyant des ressources pour l'assistance technique, le cofinancement de projets, des études sectorielles et thématiques ou d'autres activités. Avec sa nouvelle politique de commission de gestion, introduite en 2001, le FIDA vise à recouvrer l'intégralité du coût des services administratifs associés à la gestion de l'encours des fonds supplétifs. Cette politique garantit une application cohérente de l'option choisie à chaque fonds d'affectation spéciale et accroît l'efficacité administrative. À ce jour, sept accords ont été signés à de telles conditions (avec le Canada, l'Irlande, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, la Suisse et le Royaume-Uni). Les sept autres accords ont été conclus aux conditions antérieures.

IV. MOBILISATION ET EMPLOI: INSTRUMENTS ET MODALITÉS

Instruments de collaboration

10. Autrefois, les fonds supplétifs étaient régis par des accords ou arrangements individuels entre le FIDA et chaque donateur, qui prévoyaient deux instruments de collaboration: fonds supplétif consultants et fonds supplétifs "programmatisés" pour le financement ou cofinancement de dons administrés par le FIDA. Les fonds supplétifs affectés à l'emploi de consultants servent à embaucher des spécialistes pour la conception, l'exécution et l'évaluation des programmes et projets du FIDA et pour faire des évaluations des politiques ou des études d'investissement et mener des activités de renforcement des capacités locales. Les fonds supplétifs "programmatisés" servent à financer ou à cofinancer des activités ou opérations dans le cadre d'un thème ou sur la base d'un critère convenu avec le donateur. Le cofinancement de dons administrés par le FIDA joue un rôle important pour i) la promotion d'idées novatrices; ii) la mise au point et l'expérimentation de différentes stratégies, de points d'entrée et d'instruments pour l'amélioration de la situation économique des ruraux pauvres; et iii) le traitement de questions transversales qui se posent dans les projets et programmes du FIDA, telles que la parité hommes-femmes, la sécurité alimentaire des ménages, la protection de l'environnement et les services financiers ruraux.

11. Depuis, la politique du FIDA a évolué pour passer des accords individuels à un partenariat structuré entre le FIDA et le donateur concerné dans le cadre d'un accord de partenariat ou d'un accord-cadre. Les avantages de ce nouveau dispositif sont les suivants: i) engagement sur plusieurs années qui garantit un flux de ressources stables et prévisibles; ii) aide non liée à la nationalité; iii) alignement des priorités et ressources de l'aide publique au développement (APD) bilatérale sur les priorités stratégiques du FIDA; iv) commission de gestion uniforme pour tous les donateurs et pour tous les instruments financiers prévus par chaque accord; et v) si possible, réciprocité de l'accès aux ressources des fonds supplétifs. Les nouveaux accords de partenariat permettent davantage d'actions conjointes et prévoient des consultations annuelles et un renforcement du partenariat dans plusieurs domaines thématiques. En outre, chacun prévoit différents instruments de coopération qui peuvent être administrés en vertu d'accords distincts. L'éventail des instruments de collaboration qui peuvent être employés et des domaines d'intérêt thématiques visés par ces accords est illustré avec les exemples de l'accord de partenariat avec l'Italie (encadré 1) conclu en novembre 2001 et de l'accord-cadre entre le Danemark (encadré 2) et le FIDA signé en juin 2002.

12. L'accord avec l'Italie a été le premier comportant tout l'éventail des instruments. En outre, les achats de biens, de services et d'assistance technique ne sont pas liés à la nationalité et on donne la priorité à l'assistance technique fournie par des pays en développement. L'accord se caractérise par un engagement pluriannuel avec une contribution indicative sur cinq ans et la possibilité d'employer un fonds renouvelable pour la réception et l'utilisation des crédits bilatéraux de l'Italie.



Encadré 1: Accord de partenariat entre le Gouvernement italien et le FIDA

L'accord de partenariat signé entre l'Italie et le FIDA en novembre 2001 est le fruit d'un effort conjoint visant à réduire la pauvreté rurale et la faim, à donner aux ruraux pauvres les possibilités de s'épanouir, à optimiser l'investissement dans le développement, à rationaliser les coûts et à permettre une prise de décision décentralisée. Dans ce cadre, l'Italie mettra à la disposition du FIDA des ressources pour le financement et le cofinancement de programmes et/ou projets dans ses États membres. L'accord définit les synergies qui pourraient résulter de l'élaboration et de la mise en œuvre d'initiatives en coopération directe avec le FIDA, qui sont liées aux politiques de développement et aux priorités géographiques de la coopération italienne.

Pour le FIDA, l'accord permet d'accroître la capacité financière de l'organisation en mettant à sa disposition des ressources additionnelles conséquentes pour appuyer la mise en œuvre de son cadre stratégique et de ses stratégies nationales et régionales. Une évaluation préliminaire des priorités stratégiques et opérationnelles du FIDA et de l'Italie a permis de déterminer des thèmes, des questions transversales et des priorités géographiques communs. Les thèmes prioritaires sont les suivants: bonne gouvernance et politiques et stratégies de décentralisation; organisations de la société civile; développement rural dans les pays et régions qui ont subi un conflit ou une crise; mise en valeur du capital humain rural; sécurité alimentaire des ménages; parité hommes-femmes; politiques de développement rural durable; services de microfinance et de marchés ruraux; et recherche-développement sur des questions liées à l'agriculture durable. Les priorités géographiques sont les Balkans, le Proche-Orient et l'Afrique du Nord, la Corne de l'Afrique, l'Afrique australe, l'Inde, la Chine et les pays du Cône Sud, des Andes et d'Amérique centrale.

L'accord définit six instruments financiers: financement et cofinancement de dons administrés par le FIDA; cofinancement de crédits administrés par le FIDA; financement de crédits administrés par le FIDA; fonds supplétifs pour l'emploi de consultants; études sectorielles ou thématiques; services d'appui fournis par le FIDA. Un fonds renouvelable spécial, d'une conception nouvelle, sera créé pour recevoir les paiements d'intérêts et remboursements des crédits financés et cofinancés. Le fonds supplétif pour l'emploi de consultants permettra d'embaucher des consultants individuels, ressortissants des États membres du FIDA ou de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

13. L'accord-cadre entre le Danemark et le FIDA est le premier accord conclu avec un donateur bilatéral qui définit un programme commun au niveau des pays, avec un engagement pluriannuel de financer des activités communes. Cela pourrait déboucher sur un nouvel accord concernant l'apport de ressources à des fins thématiques.



Encadré 2: Accord-cadre entre le Gouvernement danois et le FIDA

L'accord-cadre signé par le Danemark et le FIDA en juin 2001 vise à renforcer le dialogue entre les deux parties au sujet des questions de politiques et des questions administratives et techniques d'intérêt commun. Il renforce l'efficacité du partenariat existant entre le FIDA et le Danemark en intégrant de nouveaux domaines de coopération. Les instruments de collaboration prévus par l'accord sont les suivants: consultations annuelles; coopération au niveau des pays; coopération dans la recherche sur le développement agricole; recrutement de personnel danois; programmes de cadres associés; passation des marchés et coopération pour le fonds supplétif. Les consultations annuelles permettent de renforcer l'intégration des activités du FIDA et des programmes danois concernant le secteur agricole au niveau des pays. En vertu de l'accord, le FIDA se fixera en matière de lutte contre la pauvreté rurale des objectifs et priorités conformes aux principes de la politique de développement du Danemark.

Des accords distincts régissent la coopération en matière de fonds supplétifs et le programme de cadres associés. Le FIDA et le Danemark étudient la possibilité de créer un fonds d'affectation spéciale thématique, les thèmes suggérés étant les suivants: pauvreté et environnement; sécurité alimentaire des ménages; ciblage des pauvres; participation des bénéficiaires avec renforcement des capacités des organisations de base; intégration des considérations de parité; emploi de technologies efficaces et adaptables; accès aux moyens de production et sécurité des droits sur la terre et l'eau; services financiers ruraux; fournisseurs du secteur privé et liens avec le marché.

Harmonisation stratégique

14. Le FIDA milite en faveur d'un accroissement des ressources allouées à la lutte contre la pauvreté par le biais de partenariats stratégiques aux niveaux national et international. Au niveau international, il s'efforce de s'appuyer sur les connaissances et les ressources financières d'autres parties prenantes qui opèrent en milieu rural afin d'accroître l'impact sur le développement. Au niveau national, les partenariats stratégiques lui permettent de collaborer avec d'autres donateurs pour promouvoir des modifications des politiques institutionnelles favorables aux pauvres, et avec les ruraux pauvres et les organisations de la société civile pour définir les principaux problèmes des pauvres et y trouver des réponses efficaces.

15. Les fonds supplétifs sont employés conformément aux priorités stratégiques du FIDA et à son objectif global qui est d'accroître le flux des ressources affectées au développement agricole et rural dans les pays membres emprunteurs. Les accords de partenariat reflètent les priorités stratégiques définies dans le document FIDA V: Plan d'action 2000-2002, et décrites dans le document intitulé "Partenariats pour éradiquer la pauvreté rurale: Rapport de la Consultation chargée d'examiner l'adéquation des ressources dont dispose le FIDA, 2000-2002". Le Plan d'action vise à améliorer le fonctionnement du FIDA pour accroître l'efficacité du portefeuille de projets et de la gestion de l'impact, de la gestion des connaissances, le renforcement de l'environnement institutionnel et la promotion de partenariats stratégiques. Ces quatre priorités stratégiques ont été formulées en tant qu'objectifs et critères pour l'utilisation des fonds supplétifs dans le cadre des accords de partenariat négociés par le FIDA depuis février 2001. Le Cadre stratégique précise encore les priorités stratégiques qui devront orienter les futurs accords de partenariat.

16. Comme cela est indiqué en détail dans le Cadre stratégique, le FIDA s'emploie à aider les ruraux pauvres à échapper à la pauvreté en promouvant le développement social, la parité hommes-femmes, les activités rémunératrices, l'amélioration de l'état nutritionnel, la durabilité et la bonne gouvernance. Trois objectifs stratégiques orientent les activités du Fonds en matière d'investissement, de recherche et de gestion du savoir, de concertation avec les pouvoirs publics et de plaidoyer:



i) renforcement des capacités des ruraux pauvres et de leurs organisations; ii) accès équitable aux ressources naturelles productives et aux technologies; iii) amélioration de l'accès aux services financiers et aux marchés. Les différences entre hommes et femmes en ce qui concerne les perspectives et les contraintes, ainsi que les causes de vulnérabilité et les moyens d'accroître la capacité d'y faire face, sont des préoccupations majeures pour le FIDA. Cela implique un renforcement de la participation des femmes et hommes pauvres et des autres parties prenantes à la planification, à l'exécution et au suivi des activités pour que la conception et la mise en œuvre des décisions répondent aux besoins et aux perceptions des pauvres eux-mêmes et que les résultats obtenus puissent être pérennisés par les pauvres après la fin de l'aide extérieure.

17. Aux fins de la mobilisation de fonds supplétifs destinés au financement de la mise en œuvre de ses projets et programmes en faveur du développement, le FIDA a défini plusieurs thèmes essentiels pour le succès de ses interventions à l'appui de la lutte contre la pauvreté. Ses actions thématiques devraient attirer des fonds supplétifs à l'avenir.

18. **Innovation.** Le FIDA, de concert avec ses partenaires, facilite et diffuse des innovations pour réduire la pauvreté rurale et aide à les faire adopter. Ces innovations, qui peuvent provenir de diverses sources, sont sélectionnées pour application à plus grande échelle par le FIDA dans ses autres projets, par des partenaires plus importants et par les pauvres eux-mêmes. Toutefois, dans une évaluation de la capacité du FIDA de promouvoir des innovations reproductibles, il est dit que le Fonds ne dispose pas d'instruments ou de processus spécifiques pour promouvoir l'innovation, même s'il a employé les instruments dont il dispose, tels que les projets financés par des prêts, les dons d'assistance technique et la concertation avec les pouvoirs publics, à cet effet.

19. **Relèvement après conflit.** La participation du FIDA aux activités de relèvement après les crises vise à aider ses groupes cibles à reprendre des activités productives normales et à renforcer leur capacité de résistance à des crises futures. Au moyen d'un remaniement des portefeuilles et d'un appui aux premiers travaux de reconstruction, l'aide est axée sur la reprise des activités productives du groupe cible et du processus de développement rural, la promotion d'activités rémunératrices, la conservation des ressources et le renforcement des capacités. Les projets et programmes de relèvement après crise sont financés par des dons, des prêts et des cofinancements provenant d'autres organisations.

20. **VIH/sida.** Le VIH/sida commence à être un problème majeur pour les projets appuyés par le FIDA dans certaines régions en raison de l'ampleur de l'épidémie, de son impact disproportionné sur le secteur agricole et du fait qu'elle est étroitement associée à la pauvreté, à la malnutrition et à la précarité, ce qui fait partie du domaine de compétence du FIDA. Par le biais de partenariats stratégiques, le FIDA collabore avec des agences bilatérales, avec d'autres organisations du système des Nations Unies, avec des organisations non gouvernementales (ONG) et avec le secteur privé pour essayer de résoudre ce problème. Il collabore en particulier avec le Secrétariat du Programme conjoint des Nations Unies sur le VIH/sida à la formulation d'activités de développement visant à lutter contre l'épidémie par l'intermédiaire de projets et de programmes de terrain qu'il appuie et qui visent tant à atténuer les effets de la maladie sur ses bénéficiaires et ses parties prenantes qu'à les protéger contre la contamination.

21. **Populations autochtones.** La volonté particulière qu'a le FIDA d'appuyer les populations autochtones, qui sont généralement reconnues comme les plus vulnérables et les plus marginalisées parmi les ruraux pauvres, est due à leur pauvreté et à la nécessité d'instaurer la justice sociale, ainsi qu'à l'importance du rôle qu'elles jouent dans la conservation des ressources naturelles et de la biodiversité. Les enseignements tirés de l'expérience ont rendu le FIDA plus sensible aux préoccupations et aux points de vue des populations autochtones, et les projets actuels visent notamment à garantir leur accès aux terres et territoires traditionnels et leurs titres de propriété, à promouvoir l'autonomie, la conception et l'exécution participatives, à tenir compte des sensibilités



culturelles, à faciliter les liens interculturels et l'éducation bilingue, à revitaliser les savoirs traditionnels, à promouvoir l'identité et la dignité des populations autochtones, à autonomiser les femmes⁸, à renforcer les institutions et à promouvoir la création d'organisations faïtières dans le but de construire des coalitions de pauvres.

22. **Parité.** La question des rapports entre les hommes et les femmes et de la sécurité alimentaire des ménages est un des aspects importants de l'action que mène le FIDA pour atteindre ses objectifs dans les domaines de l'accroissement de la production vivrière, de la réduction de la pauvreté rurale et de l'amélioration de la nutrition dans les pays en développement. Les *politiques et critères en matière de prêts* qui régissent l'allocation des ressources du FIDA font des femmes rurales pauvres un des groupes prioritaires dans sa politique et sa programmation, car elles sont les principaux fournisseurs de main-d'œuvre familiale et responsables de la sécurité alimentaire du ménage.

V. RESSOURCES SUPPLÉMENTAIRES (1978-2001)

23. La présente section donne un aperçu des flux de ressources supplémentaires. On y trouvera des renseignements, par donateur, sur les dons fournis pour le cofinancement de projets et programmes du FIDA, les dons versés par l'intermédiaire du programme de cadres associés et les dons pour l'assistance technique et les études thématiques, qui sont récapitulés à l'appendice II.

24. Fin décembre 2001, le FIDA avait reçu au total 208,13 millions de USD de ressources supplémentaires. Sur ce total, 142,26 millions de USD ont été fournis par 18 États membres⁹ et huit organisations internationales¹⁰ pour le cofinancement de projets et programmes. Le montant des dons de cofinancement examinés ici ne comporte que les ressources qui passent par l'intermédiaire du FIDA et exclut le cofinancement parallèle de projets et programmes du Fonds. Les ressources de cofinancement sont mobilisées principalement par le Département gestion des programmes. Le solde des ressources supplémentaires a été employé pour des activités d'assistance technique et des études thématiques (38,89 millions de USD), le programme de cadres associés (18,66 millions de USD) et des activités diverses (8,32 millions de USD).

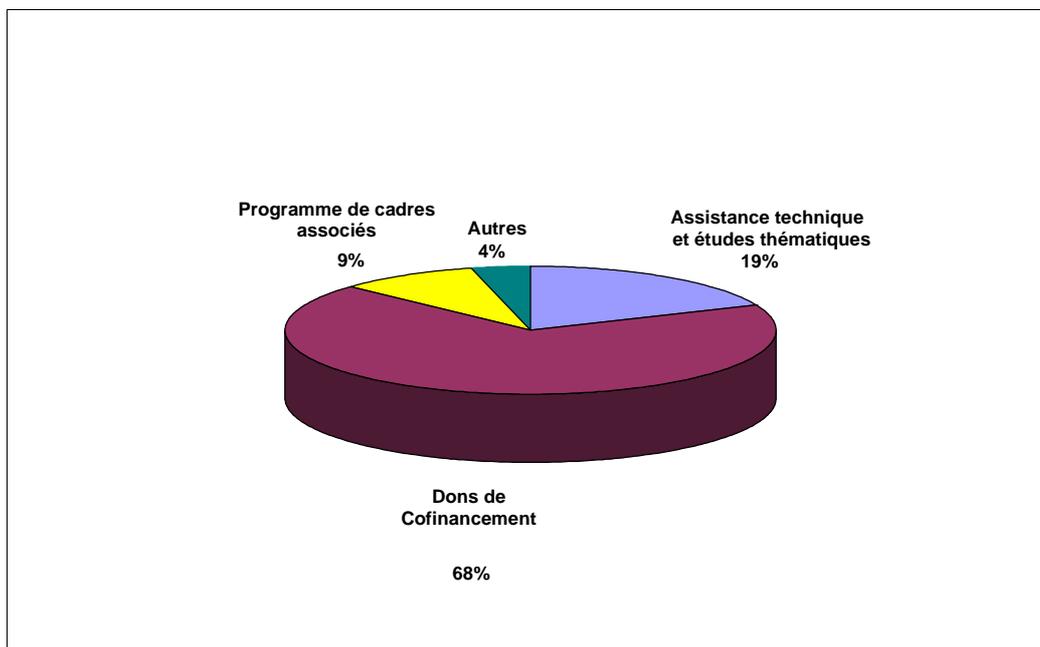
25. La figure 1 donne la ventilation des ressources supplémentaires reçues sur la période 1978-2001. Le cofinancement de projets et programmes du FIDA absorbe la plus grande proportion des ressources supplémentaires (68%), suivi par les activités d'assistance technique et les études thématiques (19%), le programme de cadres associés (9%) et les activités diverses (4%).

⁸ C'est-à-dire leur capacité d'action autonome face à des normes sociales et des inégalités structurelles qui limitent leur marge d'action.

⁹ Allemagne, Autriche, Australie, Belgique, Communauté économique européenne (CEE), Danemark, Finlande, France, Irlande, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suriname, Suède et Suisse.

¹⁰ Fédération nationale des coopératives agricoles (NACF), Banque africaine de développement (BAfD), FADES, Programme des pays arabes du Golfe pour les organisations de développement des Nations Unies (AGFUND), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et Bureau des Nations Unies de la coordination des affaires humanitaires (BCAH).

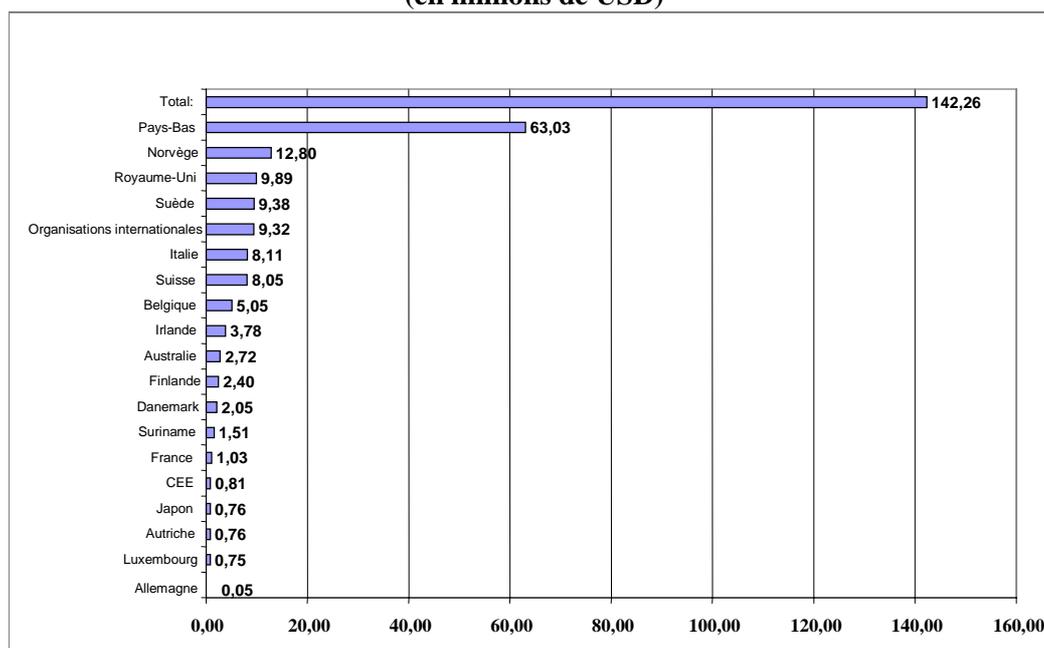
Figure 1: Affectation des ressources supplémentives (1978-2001)



26. Les figures 2 à 4 indiquent les ressources reçues par donateur sur la période 1978-2001 pour trois finalités: cofinancement de projets et programmes du FIDA, programme de cadres associés et assistance technique et études sectorielles et thématiques. En ce qui concerne le cofinancement des dons, le total de 142,26 millions ne représente qu'une petite proportion (2%) du total du cofinancement de projets et programmes du FIDA par des donateurs, qui se monte à 6 409,6 millions de USD sur la période considérée. Les six principaux fournisseurs de dons de cofinancement ont été les Pays-Bas, la Norvège, le Royaume-Uni, la Suède, l'Italie et la Suisse.

Figure 2: Flux des dons de cofinancement transitant par le FIDA (1978-2001)

(en millions de USD)

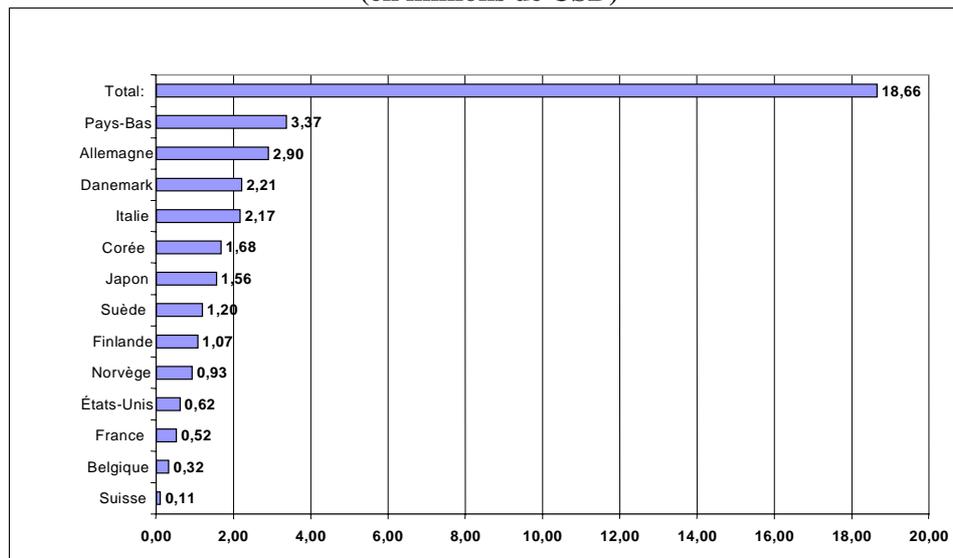




27. Fin décembre 2001, 112 cadres associés au total avaient travaillé pour le FIDA. En 2001, ils étaient 24, des nationalités suivantes: Allemands (4), Coréen (1), Danois (4), Américain (1), Finlandais (2), Français (1), Italiens (2), Japonais (3), Néerlandais (2), Norvégien (1) et Suédois (4). Les six principaux bailleurs de fonds pour ce programme ont été les Pays-Bas, l'Allemagne, le Danemark, l'Italie, la Corée et le Japon.

Figure 3: Dons pour le programme de cadres associés (1978-2001)

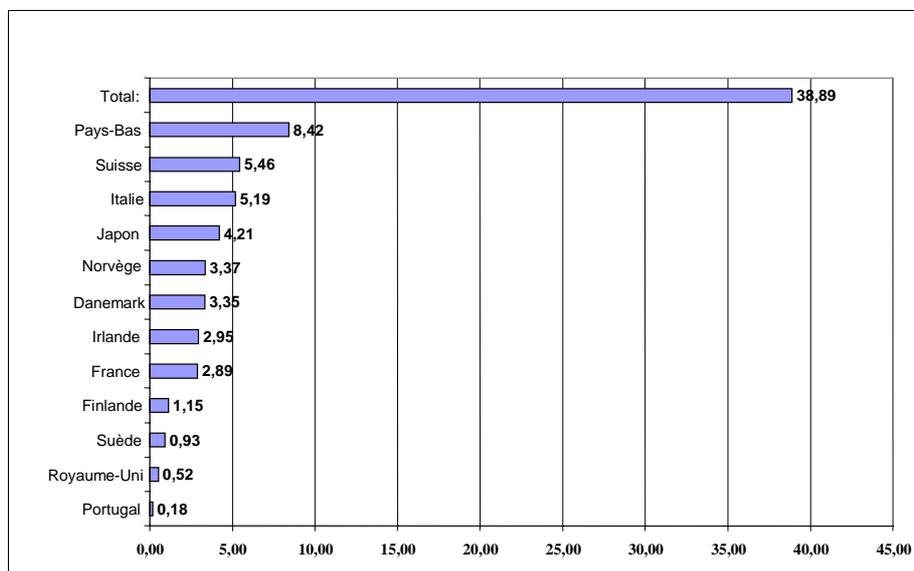
(en millions de USD)



28. Sur la période 1978-2001, 12 partenaires donateurs ont fourni des fonds supplétifs pour l'assistance technique et pour des études thématiques. Les Pays-Bas ont été le premier donateur en 1987 et ont été suivis par la Finlande en 1989, la France en 1990, le Danemark en 1991, l'Italie en 1994 et le Japon en 1995. Se sont joints à eux la Suisse en 1996, l'Irlande en 1997, la Norvège en 1998 et la Suède en 2001. En 2001, de nouveaux accords de partenariat ont été conclus avec l'Irlande, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, la Suisse et le Royaume-Uni. En 2002, le FIDA a conclu des accords de fonds supplétifs avec deux nouveaux partenaires, l'Allemagne en juillet (4,4 millions d'euros) et le Canada en octobre (500 000 dollars canadiens). On trouvera à l'appendice I une description succincte du partenariat du FIDA avec ces donateurs.

Figure 4: Assistance technique et études thématiques (1978-2001)

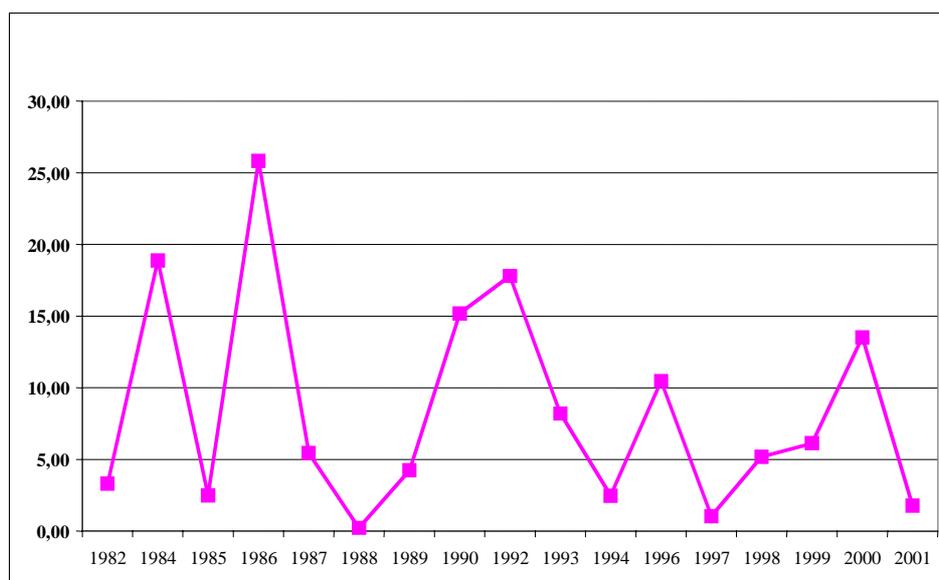
(en millions de USD)



29. Les figures 5 et 6 indiquent le flux des ressources supplémentaires apportées pour le cofinancement de projets et programmes du FIDA sur la période 1978-2001 et la distribution régionale des dons de cofinancement. Les six premiers partenaires de cofinancement ont été la Norvège (1982), les Pays-Bas (1984), l'Italie (1985), la Suède (1986), l'Australie (1987) et la Finlande (1988).

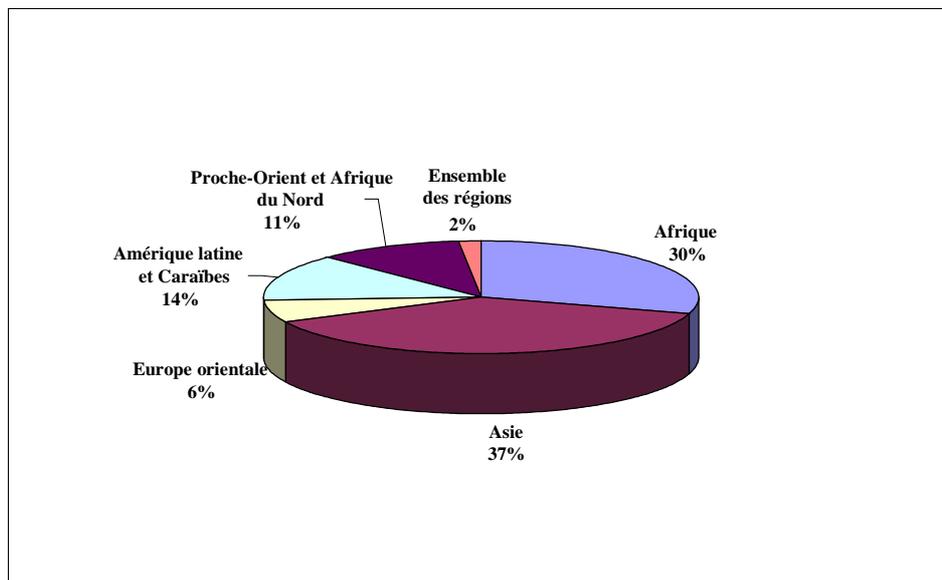
Figure 5: Flux des dons de cofinancement (1978-2001)

(en millions de USD)



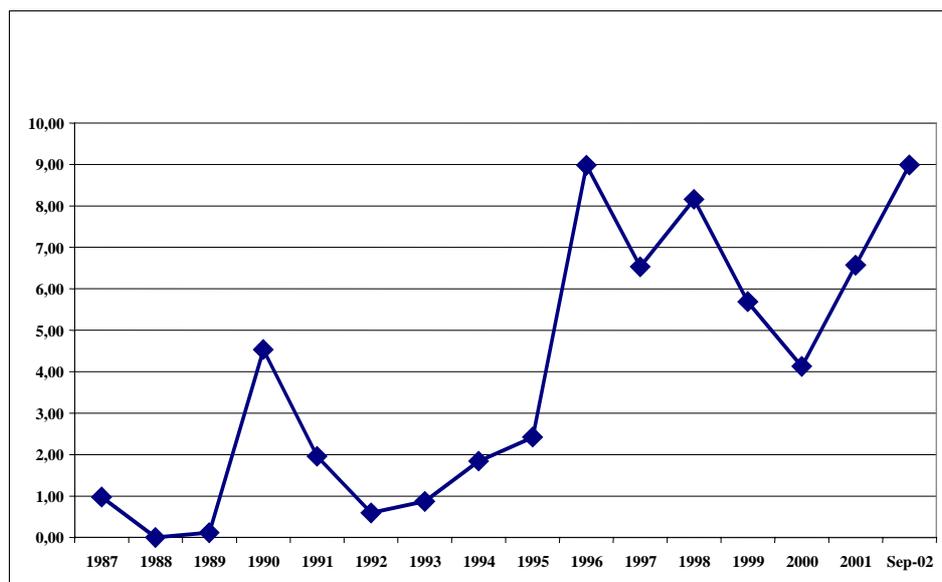
30. Les principales régions destinataires de ressources sous forme de dons de cofinancement de projets et programmes ont été l'Asie et le Pacifique (37%) et l'Afrique (30%), suivies par l'Amérique latine et les Caraïbes (14%), le Proche-Orient et l'Afrique du Nord (11%) et l'Europe orientale (6%).

Figure 6: Répartition régionale des dons de cofinancement



31. Les figures 7 et 8 indiquent le flux des ressources supplémentaires affectées à l'assistance technique et à des études thématiques sur la période 1978-2001 et la répartition géographique de l'ensemble de ces ressources sur cette période. Avant 1995 il n'y avait que six partenaires donateurs (Danemark, Finlande, France, Italie, Japon et Pays-Bas). Un nouvel accord de partenariat a été conclu avec la Suisse en 1996, qui a fourni une importante contribution, et le Danemark, l'Italie et le Japon ont fourni de nouvelles contributions, ce qui a entraîné une augmentation notable du niveau des ressources. De nouveaux accords conclus avec l'Irlande en 1997 et 2001, la Norvège en 1998, le Danemark en 1999 et la Suisse et le Royaume-Uni en 2001 ont apporté des ressources fraîches.

Figure 7: Flux des dons pour l'assistance technique et des études thématiques (1978-2001)
(en millions de USD)

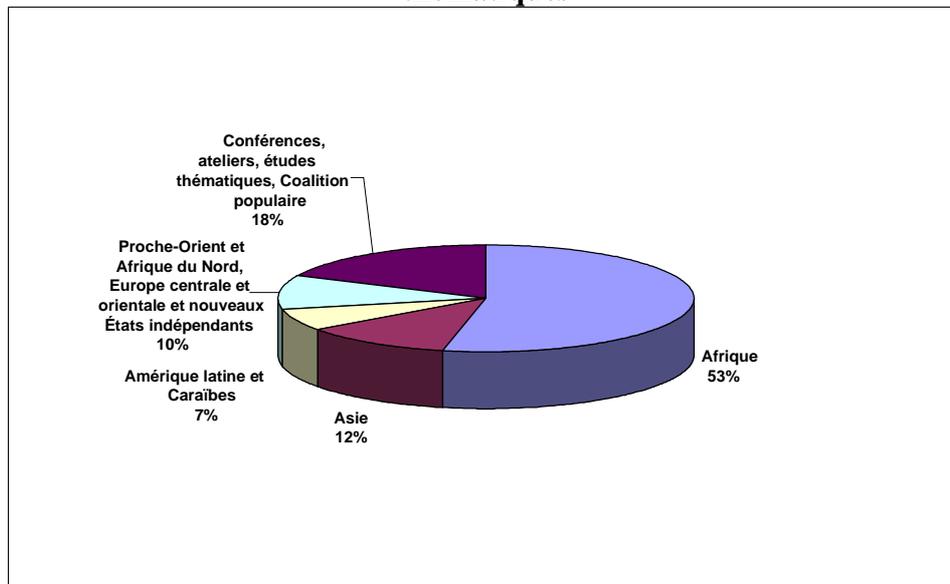


Y compris les dons de cofinancement versés par l'intermédiaire de fonds supplémentifs affectés au programme (14 millions de USD sur la période 1978-2001).



32. En termes de répartition géographique des dons affectés à l'assistance technique et à des études thématiques, la principale région de destination a été l'Afrique (53%); viennent ensuite les activités intéressant l'ensemble des régions (18%), la région Asie et Pacifique (12%), la région Proche-Orient et Afrique du Nord, Europe centrale et orientale et nouveaux États indépendants (10%) et la région Amérique latine et Caraïbes (7%).

Figure 8: Répartition régionale des dons affectés à l'assistance technique et à des études thématiques





IFAD-ADMINISTERED SUPPLEMENTARY FUNDS

Canada

Agreements. On 10 October 2002 a grant agreement was signed between the Government of Canada and IFAD to finance the services of multidisciplinary consultants/teams. Technical advisors will develop corporate processes and tools that better define and manage strategic priorities and impact objectives.

Resources. Under the 2002 agreement a grant of 500 000 Canadian dollars will be made available over a period of two years, with the possibility of extension for a third year.

Use of the funds. The objectives of the multidisciplinary individuals/teams (of any nationality) are to:

- enhance the impact and catalytic role of IFAD's operations and advocacy through strengthened management performance capacity of IFAD staff;
- develop corporate framework processes and tools to better define strategic priorities and impact objectives and manage their achievement; and
- develop specific staff skills in effective documentation and communication of IFAD results and impact.

Denmark

Agreements. The initial arrangement between the Government of Denmark and IFAD for the financing of various studies and short-term technical assistance (TA) activities was concluded in May 1991. Subsequently supplementary fund agreements for the financing of consultancy services were signed in March 1996 and in June 1999. A new framework agreement was signed in June 2002, with a partnership agreement currently under discussion.

Resources. Since 1991, Denmark has provided USD 3.35 million to finance consultancy services performed by individual consultants, consultant firms, semi-public and public institutions, universities and research institutes.

Use of the funds. The activities eligible under the supplementary fund include:

- studies, surveys and short-term operational assignments (up to one year) in connection with development, support to implementation, supervision and evaluation of programmes and projects financed or to be financed by IFAD;
- sector and subsector policy assessment studies and/or investment studies related to rural development (land and water development, agricultural and rural development, energy development, environmental and sustainable development including water use, agro-industrial development, and fisheries development);
- local capacity-building activities in connection with the development, start-up, implementation, supervision and evaluation of programmes and projects financed or to be financed by IFAD, including training of rural people, project/programme and government staff and support for effective participatory mechanisms.

The resources available through the supplementary fund agreement have been used to fund 87 activities, including appraisals, formulation and start-up missions, supervision and monitoring, sector and strategic studies, technical support and knowledge management.



APPENDIX I

Finland

Agreements. The initial arrangement for the financing of studies and short-term technical assistance activities between the Ministry of Foreign Affairs of Finland and IFAD was signed on 31 October 1989. A subsequent supplementary fund agreement for the financing of consultancy services was signed on 18 November 1997.

Resources. Under the 1989 arrangement, USD 584 559 in contributions was used to fund studies and technical assistance activities. The contribution of USD 519 021 under the 1997 agreement, along with accrued interest and transfers from the 1989 arrangement, has provided USD 666 397 for the financing of consultancy services.

Use of the funds. The Finnish supplementary fund is used to finance consultancy services to undertake the following activities:

- studies (including environmental impact assessments), surveys, workshops and short-term operational assignments in connection with the development, implementation, supervision and evaluation of programmes and projects financed or to be financed by IFAD;
- sector and subsector policy assessment studies related to rural development and studies related to investment opportunities; and
- local capacity-building activities in connection with the start-up, development, implementation, supervision and evaluation of programmes and projects financed or to be financed by IFAD, including training of rural people, project/programme and government staff, and support for effective participatory mechanisms.

To date, 35 activities have been approved for funding under the Finnish trust fund since 1989, including project preparation missions – needs assessment, appraisal, formulation – policy development studies, country programme evaluations, participatory rural appraisals and support for community development and local NGOs. A new partnership agreement is currently under consideration.

France

Agreements. On 12 June 1990, IFAD and the Government of France signed an agreement to finance studies and technical assistance activities, including fees of consultants, consulting firms, institutions and NGOs recruited by IFAD to undertake a variety of activities related to IFAD's mandate.

Resources. Under the 1990 agreement, a total sum of 25 million French francs (approximately USD 6.1 million) was received from France.

Use of the funds. The funds were to be used mainly for the following activities:

- operational activities – identification, preparation, pre-evaluation, supervision and evaluation
- sectoral and subsectoral studies
- agricultural and water development
- rural and agricultural development, including the role of women in rural development, nutrition, food security, institutional infrastructure, livestock production, market linkages, tropical production, microcredit and fertilizers
- development of renewable energy, e.g. solar energy
- sustainable environmental development and water use, including drinking water supply, the fight against desertification, control of biological parasites, reforestation and tropical forest protection
- agro-industrial development
- fisheries development
- research and training
- evaluation studies
- information dissemination and knowledge-sharing.



APPENDIX I

As at 31 December 1997, the funds had been used to finance a total of 28 activities. A new framework agreement is currently under consideration.

Germany

Agreements. Two arrangements were signed with the Government of Germany and IFAD on 10 July 2002 to finance two projects: (i) Mitigating the Impact of HIV/AIDS on Rural Populations in Eastern and Southern Africa and (ii) Gender Mainstreaming in Central and Eastern Europe: A Community-Driven Approach.

Resources. Under the July 2002 arrangements, a total amount of 4.4 million euro (EUR) will be received in contributions from Germany for the years 2002-2004. The following amounts have been contributed to date: (i) EUR 2.10 million for the HIV/AIDS project; and (ii) EUR 700 000 for the gender mainstreaming project.

Use of the funds. Future contributions to the German supplementary fund will be used to undertake the following types of activities:

- microfinance in Africa
- gender and poverty (including primary education for girls)
- local good governance; sustainable poverty-reduction processes at the local/communal level
- direct targeting of extremely poor people
- activities with concrete reference to decisions of international conferences (Monterrey, Johannesburg WSSD, World Food Summit, Rome; etc.) and/or the Millennium Development Goals
- activities directly related to the German Action Plan 2015
- innovations, such as (i) activities with partners that have not previously been involved in development cooperation; (ii) south-south cooperation; and (iii) new tools and instruments for development cooperation (e.g. programme financing).

To date, two activities have been approved for funding under the German supplementary fund.

Ireland

Agreements. The initial agreement between the Government of Ireland and IFAD for the cofinancing of IFAD projects or the financing of activities directly supportive of IFAD projects was signed on 8 December 1997. A subsequent partnership agreement for cofinancing of projects and programmes in the Eastern and Southern Africa Region was signed on 12 October 2001.

Resources. Under the 1997 agreement, a total of USD 5.59 million (including interest) was received in contributions, and under the 2001 agreement, a total of USD 1.14 million (including interest) was received.

Use of the funds. The Irish supplementary fund is cofinancing projects and programmes in the Eastern and Southern Africa Region. To date, the following activities have been financed under the 1997 agreement:

- Ethiopia Special Country Programme – Phase II;
- Zambia North Western Province Area Development Project;
- Malawi Smallholder Flood Plains Development Programme;
- Uganda District Development Support Programme; and
- United Republic of Tanzania Participatory Irrigation Development Programme.

The Tanzania Agricultural Marketing Systems Development Programme will be financed under the 2001 agreement.



Italy

Agreements. A new partnership agreement between the Government of Italy and IFAD was signed on 12 November 2001 with a five-year duration. A subsequent administration memorandum establishes the general guidelines for the administration of financial resources granted by Italy as a voluntary contribution within the period of the agreement.

Resources. Since 1994, Italy has provided USD 13.86 million through voluntary contributions: USD 5.15 million has been mobilized as grant cofinancing and USD 5.76 million for technical assistance. The 2002 voluntary contribution of USD 2.95 million will be used under the recent administration memorandum. The indicative contribution under the new partnership agreement is EUR 15 million over five years with annual tranches of EUR 3 million approved as a voluntary contribution. Additional ODA funds would be channelled to specific cofinancing and financing programmes/projects under the IGC, ICC, and ICF financial instruments.

Use of the funds. Under the administration memorandum of the partnership agreement, the Italian supplementary fund currently has three windows: a programmatic window through which IGC grants will be made available; a consultant's supplementary fund (CSF); and a sectoral/thematic studies fund (STS).

The IGC supports activities with a specific focus on strengthening the capacity of the rural poor and their organizations; improving equitable access to productive natural resources and technology; and increasing access by the rural poor to financial services and markets. Priority is given to pilot initiatives/projects reinforcing the catalytic and innovative role of IFAD in: harnessing knowledge and disseminating it to a broad spectrum of national and international partners; supporting the development of national and international partnership among the poor, governments, the private sector and civil society; building regional and international coalitions; and helping establish institutional and policy frameworks in support of the poor.

The CSF is used for studies, surveys, workshops and short-term operational assignments in connection with the development, implementation, supervision and evaluation of programmes and projects financed by IFAD, and for assignments in connection with the development and implementation of methodologies to assess, enhance and communicate the impact of IFAD's operations with respect to IFAD's strategic framework objectives and poverty-reduction goals.

The STS supports:

- sector and subsector policy assessment studies related to rural development and studies related to investment opportunities;
- local capacity-building activities in connection with the start-up, development, implementation, supervision and evaluation of programmes and projects financed or to be financed by IFAD, including training of rural people, project/programme and government staff, and support for effective participatory mechanisms and improved local governance;
- monitoring and evaluation-related activities to improve the quality of M&E in IFAD-supported projects, ensure improvement-oriented critical reflection, maximize the impact of rural development projects, and show this impact to be accountable;
- support for participation by IFAD and major recipient country stakeholders in poverty-reduction strategy processes and other donor and recipient coordination mechanisms; and
- on an exceptional basis, other activities as may be agreed upon in writing between Italy and IFAD.

To date, 40 activities have been approved for funding under the Italian trust fund since 1994, including a gender mainstreaming programme, post-conflict rehabilitation activities, land rehabilitation and support to the implementation of the UNCCD, and rural finance schemes.



Japan

Agreements. The arrangement between the Government of Japan and IFAD for the financing of individual projects/activities consistent with the concept of the Women-in-Development (WID) Programme was signed on 14 November 1995.

Resources. Under the 1995 arrangement, total resources for USD 5.45 million have been received to finance WID projects and activities.

Use of the funds. Illustrative applications of the Japanese WID grant are as follows:

- gender mainstreaming activities, studies and workshops in Asia, Africa, Latin America and the Near East;
- a rural poverty workshop in Tokyo;
- a programme on empowering women through improved access to land. This programme provided the basis for the design and formulation of the Popular Coalition's *Women's Resource Access Programme* (WRAP) and the implementation of community workshops in India, Indonesia and Nepal; and
- production of an analytical book, *Gender and Development: Current Situation and Possibilities in Developing Countries*.

Since 1995, 33 activities have been approved for funding under the Japanese WID grant.

The Netherlands

Agreements. The first supplementary fund agreement between IFAD and the Government of The Netherlands was signed in June 1987. Subsequent agreements were signed in July 1997 and in November 2001.

Resources. Under the 1987 supplementary fund agreement, USD 5.7 million in contributions and accrued interest was used to fund studies and technical assistance activities. The Netherlands contribution of USD 2.35 million under the 1997 agreement, along with accrued interest, provided USD 2.5 million for the financing of consultancy services. The current consultancy service agreement would provide IFAD with approximately USD 1.22 million (NLG 3 million) over three years.

Use of Funds: The current Netherlands supplementary fund is financing consultancy services to undertake the following activities:

- studies, surveys and short-term operational assignments in connection with development, implementation, supervision and evaluation of programmes and projects financed by IFAD;
- assignments in connection with the development and implementation of methodologies to assess, enhance and communicate the impact of IFAD operations with respect to the institution's poverty-reduction goals;
- sector and subsector assessment studies and/or investment studies related to rural development;
- local capacity-building activities in connection with the development, start-up, implementation, supervision and evaluation of projects financed or to be financed by IFAD, including training of rural people, project/programme and government staff and support for effective participatory mechanisms; and
- support for participation by IFAD and major recipient country stakeholders in poverty-reduction strategy processes and other donor and recipient coordination mechanisms.

The priority of Netherlands cooperation with IFAD is to enhance the quality and stimulate the integration of gender issues into IFAD projects and programmes. To date, 226 activities have been approved for funding under the Dutch agreements since 1987.

APPENDIX I

Norway

Agreements. The supplementary fund agreement between IFAD and the Government of Norway was signed in October 1998.

Resources. To date Norway has contributed USD 4.58 million to the supplementary fund.

Use of the funds. The Norwegian supplementary fund is cofinancing IFAD projects and financing operations directly supportive of or in association with IFAD projects, either new or ongoing, in SSA countries eligible for highly concessional lending terms and with a gender focus. It is also supporting comprehensive programmes or operations that aim to improve the impact of IFAD projects directly, rather than free-standing short-term studies or workshops.

Priority areas are: (i) promotion of innovative means of information generation and improvement in nutrition; (ii) microfinance, particularly operations owned and controlled by the rural poor; (iii) improvement of smallholder's access to market opportunities; (iv) natural resource conservation; (v) capacity-building at local and community levels; and (vi) pilot testing of approaches to effective beneficiary participation in project design and development.

Four activities have been approved under this agreement: (i) Programme to Strengthen Gender Focus in IFAD's Projects in Eastern and Southern Africa (USD 1.8 million); (ii) Zimbabwe Community-Based Resettlement Approaches and Technologies Project (USD 1.0 million); (iii) Research Learning Action Programme to Assist IFAD in Projects in Western and Central Africa to Reach Rural Women (USD 1.0 million); and (iv) the Tanzania Country Programme Evaluation (USD 69 000).

Portugal

Agreements. The partnership agreement between the Government of the Republic of Portugal and IFAD was signed on 15 May 2001, as amended and restated in September 2002, and is valid for a period of three years.

Resources. Under the 2001 partnership agreement, a total contribution of EUR 750 000 (USD 735 525) is expected. To date, a total amount of USD 444 064 has been received, which includes a contribution towards the secondment to IFAD of a Portuguese programme officer.

Use of the funds. The Portuguese supplementary fund has three main windows: (i) a programmatic fund for grant financing; (ii) a consultant's fund; and (iii) an NGO fund through which grants to NGOs are made. The funds are used in Portuguese-speaking countries or territories and the Ibero-American countries. In particular, they are used up to 80% in Africa, in the following priority countries: Angola, Cape Verde, Guinea Bissau, Mozambique, Sao Tome and Principe and the territory of East Timor; and 20% in Ibero-American countries, mainly in Argentina, Brazil, Cuba and Venezuela. The Fund will be used for:

- grant cofinancing of national or local programmes to develop capacity and share experiences and for the replication of successful projects;
- NGOs: social mobilization, institution-building, training/capacity-building and rural finance; and
- consultants for:
 - studies (including environmental impact assessments), surveys, workshops, and short-term assignments in support of design, implementation and evaluation of projects financed or to be financed by IFAD;
 - sector and subsector policy assessment studies related to rural development and studies related to investment opportunities;



APPENDIX I

- operational assignments to support local capacity-building activities, including training of rural people, project and government staff and support for effective participatory mechanisms;
- assignments to IFAD, in order to support specific IFAD activities to be performed at headquarters.

To date, four activities have been approved for funding under the Portuguese supplementary fund.

Sweden

Resources. In July 2001 an amount of 10.00 million Swedish kronas was received from Sweden as a special contribution.

Use of the funds. The funds are being used to finance the restructuring of IFAD, in particular the following activities:

- (a) recruitment of staff;
- (b) structural and organizational reforms;
- (c) follow-up to the *Rural Poverty Report 2001*;
- (d) communication strategy; and
- (e) policy function and network.

A total of five activities are being financed.

Switzerland

Agreements. The following agreements have been signed between the Government of Switzerland and IFAD:

- A letter of understanding was signed between IFAD and the Federal Department of Foreign Affairs of Switzerland on 18 June 1996 for an amount of 7.2 million Swiss francs (CHF) (USD 5.85 million) in favour of sub-Saharan African countries.
- On 7 January 1997, a second letter of understanding was signed with the Swiss Agency for Development and Cooperation (SDC) for an amount of CHF 1.2 million (USD 845 163) for a special contribution in favour of sub-Saharan African countries.
- On 22 August 2000, an agreement was signed between SDC and IFAD for an amount of CHF 150 000 (USD 83 516) to provide support to the evaluation of IFAD's capability to promote replicable innovations in rural poverty reduction.
- On 22 May 2001, an administration agreement was signed between SDC and IFAD for an amount of CHF 1.5 million (USD 929 000) for the Partnership on Development Effectiveness through Evaluation.

Resources. Total supplementary resources received from Switzerland in favour of sub-Saharan countries amount to USD 8.36 million, including accrued interest. Under the 22 May 2001 agreement, total contributions received to date amount to USD 593 267.

Use of the funds. The Swiss supplementary resources in favour of sub-Saharan African countries are used mainly to undertake operations to assist in rehabilitating and reactivating their economies. The funds are also used to improve supervision, monitoring and evaluation of IFAD projects and programmes in the region.

Funds for the Partnership on Development Effectiveness through Evaluation are used exclusively to finance evaluation activities, such as the cost of consultants, organization of workshops, communication and dissemination of evaluation results, related IFAD staff travel. Both partners aim to share their specific knowledge and experience and deepen their understanding of specific topics. The list of



APPENDIX I

evaluation activities to be financed under this programme is determined jointly by SDC and IFAD during their regular partnership coordination meetings.

To date, over 60 activities have been financed under the Swiss contribution for sub-Saharan African countries. A total of seven activities have been financed to date under the Partnership on Development Effectiveness through Evaluation.

United Kingdom

Agreements. The memorandum of understanding between IFAD and the Government of the United Kingdom and Northern Ireland (acting through the Department for International Development – DFID) for the Sustainable Livelihoods Diagnostic and Learning Trust Fund was signed on 20 August 2001.

Resources. Under this memorandum, a total sum of 1.05 million pounds sterling (GBP) (USD 1.60 million) in contributions will be received over a three-year period. To date a total of GBP 750 000 (USD 1.14 million) has been received.

Use of the funds. The UK-DFID supplementary fund seeks to improve the performance of IFAD loan and grant projects through rigorous interdisciplinary diagnosis of poverty and vulnerability at all stages of the project cycle. The programme aims to achieve this through a combination of: (i) technical support to IFAD country portfolio managers to strengthen diagnostic, design and implementation work on IFAD loans and grants; (ii) support to a managed learning and information exchange process; and (iii) mainstreaming sustainable livelihood approaches and other development best practices within IFAD corporate strategy.

To maximize learning, efforts are being made to support funding of different types of methods, tools, teams and workshops in various types of projects (directly supervised, flexible lending mechanism, multisector and single-sector, and cofinanced) at different phases and in different regions.

Key activities eligible for funding include:

- workshops for the following purposes: (i) stakeholder and beneficiary workshops, analysis, and needs assessments at any phase of the project cycle; (ii) workshops on diagnostic methods that may be of value for pre-identification, COSOPs, or project design; (iii) participatory logical framework development; (iv) corporate and regional policy and strategy development; and (v) training in and publication/dissemination of diagnostic tools and lessons from implementation of sustainable livelihood approaches;
- consultants/teams to assess and strengthen monitoring and evaluations systems during implementation of ongoing projects in order to develop more accurate and responsive project planning and impact assessment; and
- in-depth socio-economic or interdisciplinary studies, in a sample of typical IFAD project settings, to better understand vulnerability and poverty processes, and how these are/can be influenced through externally promoted development initiatives

Since September 2001, 20 activities have been approved for funding under the UK-DFID trust fund.

STATISTICAL SUMMARY OF FUNDS
Volume of Supplementary Resources (1978-2001)
(USD)

| | Contributions Received for Technical Assistance and Thematic Studies Grants and Cofinancing ¹ | | | | | | | | Subtotal TA and Thematic Studies | Cofinancing Grants ³ | APO Grants ⁴ | Other ⁵ | Total |
|--|--|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|---|---------------------------------|-------------------------|--------------------|--------------------|
| | 1978 - 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | Sept. 2002 (p) | | | | | |
| Australia | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 720 952 | 0 | 0 | 2 720 952 |
| Austria | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 755 497 | 0 | 84 089 | 839 586 |
| Belgium | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 5 053 182 | 320 898 | 450 528 | 5 824 608 |
| Canada | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 908 547 | 908 547 |
| Denmark | 480 000 | 511 290 | 614 534 | 437 880 | 278 581 | 531 384 | 492 441 | 0 | 3 346 112 | 2 045 086 | 2 213 110 | 245 785 | 7 850 091 |
| EEC | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 813 689 | 0 | 69 688 | 883 377 |
| Finland | 584 559 | 0 | 92 357 | 190 075 | 140 407 | 126 751 | 11 688 | 0 | 1 145 837 | 2 396 522 | 1 073 294 | 612 832 | 5 228 485 |
| France | 2 892 894 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 892 894 | 1 031 579 | 521 706 | 90 408 | 4 536 587 |
| Germany | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 733 640 | 0 | 45 750 | 2 902 201 | 20 232 | 2 968 183 |
| Ireland | 0 | 0 | 1 515 089 | 1 125 607 | 1 453 145 | 1 332 707 | 1 306 920 | 0 | 2 951 603 | 3 781 866 | 0 | 13 674 | 6 747 143 |
| Italy | 2 661 621 | 1 374 692 | 1 245 186 | 1 368 987 | 1 293 570 | 1 242 259 | 1 608 742 | 4 306 015 | 5 185 586 | 8 109 468 | 2 170 435 | 1 712 149 | 17 177 638 |
| Japan | 1 000 000 | 1 000 000 | 1 000 000 | 0 | 1 450 000 | 0 | 500 000 | 500 000 | 4 207 000 | 763 000 | 1 557 619 | 0 | 6 527 619 |
| Korea | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 682 921 | 0 | 1 682 921 |
| Luxembourg | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 750 000 | 0 | 50 000 | 800 000 |
| The Netherlands | 5 708 261 | 0 | 965 936 | 559 688 | 539 208 | 412 946 | 423 148 | 151 382 | 8 418 904 | 63 034 623 | 3 367 792 | 230 524 | 75 051 843 |
| Norway | 0 | 0 | 4 016 112 | 194 096 | 196 307 | 172 977 | 0 | 0 | 3 370 994 | 12 802 383 | 931 076 | 1 128 224 | 18 232 675 |
| Portugal | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 181 064 | 264 000 | 181 064 | 0 | 0 | 0 | 181 064 |
| Suriname | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 512 998 | 0 | 0 | 1 512 998 |
| Sweden | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 929 647 | 0 | 929 647 | 9 379 468 | 1 195 898 | 372 972 | 11 877 985 |
| Switzerland | 0 | 6 096 707 | 1 097 367 | 328 668 | 299 148 | 286 803 | 423 517 | 413 000 | 5 455 208 | 8 051 086 | 105 800 | 272 099 | 13 884 193 |
| United Kingdom | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 523 595 | 624 000 | 523 595 | 9 889 028 | 0 | 50 000 | 10 462 623 |
| United States | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 617 160 | 85 000 | 702 160 |
| Other Member States⁶ | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 309 525 | 1 309 525 |
| International organizations⁷ | 100 950 | 0 | 0 | 133 600 | 45 704 | 0 | 0 | 0 | 280 254 | 9 321 797 | 0 | 612 960 | 10 215 011 |
| Total | 13 137 052 | 8 982 689 | 6 530 469 | 8 160 616 | 5 693 859 | 4 129 158 | 6 573 739 | 8 992 037 | 38 888 698 | 142 257 974 | 18 659 910 | 8 319 236 | 208 125 817 |

¹ Includes contributions received for technical assistance, thematic studies and cofinancing through supplementary funds (programmatic). Note that figures for 2002 are provisional.

² Only technical assistance and thematic studies grants.

³ Cumulative cofinancing grants through IFAD as at 31.12.2001 (excludes projects cofinanced through the Belgian Survival Fund).

⁴ Cumulative associate professional officer (APO) grants as at 31.12.2001.

⁵ Single activities such as conferences, regional workshops and studies.

⁶ Belgian Survival Fund (941 854), China (30 000), Colombia (25 000), Indonesia (50 000), Jordan (15 000), Liechtenstein (5 000), Malaysia (15 000), Morocco (50 000), Nigeria (50 000), Pakistan (25 000), Paraguay (15 000), Senegal (15 216), South Africa (10 000), Spain (8 000), Turkey (47 479).

⁷ TA: World Bank; cofinancing: FAO, National Agricultural Cooperative Federation, AFESD, Arab Gulf Programme for the United Nations Development Organizations, AfDB, OPEC, UNHCR, United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs; other: Italian and international financial institutions.